

# COP26 Annonces et initiatives

jeudi 11 novembre 2021, par [Yveline Nicolas](#)

**Durant la COP26, ce dossier répercute des initiatives et des annonces des institutions et Etats dans une première partie ; dans une seconde partie de la part des organisations des sociétés civile.**

Sommaire de cet article

- [COP26 Annonces de gouvernements et institutions](#)
- [COP26 : Accord Chine Etats-Unis](#)
- [Lancement de l'alliance "Beyond Oil and Gas Alliance"](#)
- [COP26 : engagement de pays sur les énergies fossiles](#)
- [Engagement mondial sur la réduction des émissions de méthane](#)
- [COP26 : Engagement sur les forêts](#)
- [COP26 : Plaidoyer du Climate Vulnerable Forum](#)
- [COP26 : Climate Finance Delivery Plan](#)
- [COP26 : Glasgow Financial Alliance for Net Zero \(GFANZ\)](#)
- [Neutralité climatique du tourisme ?](#)
- [COP26 : Initiative Green Grids](#)
- [Changement climatique et programmes scolaires](#)
- [Initiative du PNUD Global Mindpool](#)
- [Rapport actualisé de l'Agence internationale de l'Energie](#)
- [Déclaration de Glasgow sur le leadership des femmes](#)
- [COP26 Initiatives et publications société civile](#)
- [Global Witness compte 503 lobbyistes des énergies fossiles à la COP26](#)
- [France : nommée au "fossile du jour" pour son action en faveur du gaz fossile en \(...\)](#)
- [Mobilisation société civile : la Coalition COP26 en Grande-Bretagne](#)
- [Mobilisation société civile France 6 novembre](#)
- [Positions des syndicats pour la COP26](#)
- [Observatoire des multinationales : le toxic tour de la COP26](#)
- [Christian Aid : étude sur l'impact sur les pays les plus pauvres](#)
- [NON aux Solutions Fondées sur la Nature !](#)
- [Appel de Greta Thunberg aux dirigeants du monde entier](#)
- [CCFD : Compensation carbone : tout sauf neutre !](#)
- [Baromètre des engagements climatiques et solidaires de la France](#)
- [Justice de genre et action climatique](#)
- [Women on the Front Line : Healing the Earth, seeking justice](#)
- [Rapport de WEDO : Le rôle des points focaux Genre et climat](#)
- [Guide to strengthening gender integration in climate finance projects](#)
- [Call to Action for Gender-Just Climate Finance](#)
- [Recommandations de la Coalition climat \(Belgique\)](#)
- [Quittez le Traité sur la charte de l'énergie d'ici à la COP26 !](#)

## **COP26 Annonces de gouvernements et institutions**

### **COP26 : Accord Chine Etats-Unis**

En dépit de leurs tensions géopolitiques, les deux plus gros émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre ont publié à la COP26 une déclaration conjointe sur le "renforcement de leur action climatique",

annonçant "prendre des mesures renforcées pour relever les ambitions pendant les années 2020" et réaffirmant leur attachement aux objectifs de l'accord de Paris. Les détails concrets de leur coopération restent à préciser.

La Chine a aussi annoncé, au début de la COP, son intention d'augmenter sa consommation de charbon pour répondre à une forte demande d'électricité ; mais aussi un plan de réduction de ses émissions de méthane.

## **Lancement de l'alliance "Beyond Oil and Gas Alliance"**

Le Costa Rica et le Danemark ont lancé le 11 novembre une alliance dite "Boga" (Beyond Oil and Gas Alliance) visant à cesser de délivrer des permis d'exploration et de production de pétrole et de gaz. Dix pays en font partie, dont la France. Il s'agit d'une première initiative qui aborde la question "tabou" de laisser les énergies fossiles dans les sous-sols, d'arrêter toute nouvelle exploitation (même s'il y a encore des gisements énormes dans les sols et fonds marins).

- <https://beyondoilandgasalliance.com/>

## **COP26 : engagement de pays sur les énergies fossiles**

Une quarantaine de pays se sont engagés à renoncer au charbon pour la production de leur électricité, d'ici à 2030 pour les pays riches et d'ici à 2040 pour les pays les plus pauvres. Des pays gros consommateurs de charbon sont concernés, comme le Canada, la Pologne, l'Ukraine, le Chili, le Vietnam. Les pays signataires s'engagent à arrêter les investissements dans de nouvelles centrales à charbon et à accélérer leur passage aux énergies renouvelables. Les Etats-Unis, l'Australie, la Chine, l'Inde, principaux producteurs et consommateurs de charbon, ne sont pas signataires.

20 pays, dont les Etats-Unis et le Canada et 5 organisations (dont l'Agence française de développement) ont affirmé cesser, d'ici fin 2022, de financer des projets d'énergies fossiles à l'étranger.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il serait nécessaire d'arrêter immédiatement tout nouveau projet d'extraction de charbon, pétrole, ou gaz naturel. L'Australie a affirmé lundi 8 novembre qu'elle n'arrêterait pas le charbon.

## **Engagement mondial sur la réduction des émissions de méthane**

Environ 30 % du réchauffement climatique depuis la révolution industrielle sont imputables aux émissions de méthane, gaz à l'impact très puissant et rapide sur le climat. Produit majoritairement par le secteur de l'élevage industriel, les combustibles fossiles et les déchets, contribue pour 80 fois plus que le CO2 au réchauffement climatique. L'Union européenne s'associe aux Etats-Unis pour le lancement de l'Engagement mondial en faveur de la réduction des émissions de méthane. 105 pays s'engagent à réduire les émissions mondiales de méthane d'au moins 30 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2020 (collectivement et non 30% par pays). Ce Pacte mondial sur le méthane couvre 70 % de l'économie mondiale et près de la moitié des émissions globales de méthane. Il ne mentionne pas l'agriculture et l'élevage. La Chine, l'Inde et la Russie ne l'ont pas signé.

- [Discours](#)

- [Pacte Mondial sur le méthane](#)

## **COP26 : Engagement sur les forêts**

110 pays, dont la France, représentant 85% des forêts de la planète ont signé une déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres s'engageant à stopper et à inverser la déforestation et à restaurer les forêts d'ici 2030. 12 pays signataires dont la France s'engagent à mobiliser conjointement 16,5 milliards d'euros de fonds publics dans cet objectif. Actuellement les forêts

disparaissent au rythme de l'équivalent de 27 terrains de football chaque minute.

Selon des ONG, un tel engagement à l'horizon 2030 pourrait être contreproductif en reportant des actions urgentes.

28 pays représentant trois quarts du commerce mondial de matières premières responsables de la déforestation (huile de palme, cacao) ont signé une déclaration pour agir de manière plus équitable et transparente.

- [Information sur le site de l'ONU](#)

- [Plaidoyer "Global Forest Finance"](#)

## **COP26 : Plaidoyer du Climate Vulnerable Forum**

Constitué en 2009 à l'initiative notamment des Iles Maldives, actuellement présidé par le Bangladesh, le Climate Vulnerable Forum (CVF), qui rassemble les pays les plus vulnérables face aux dérèglements climatiques alors qu'ils ont le moins contribué historiquement aux émissions de GES et qui comptent 2 milliards d'habitants, un "acte climatique d'urgence". Le CVF demande "un plan annualisé pour les 100 milliards de dollars promis" par les pays riches depuis la COP de 2009, montant qui n'a toujours pas été atteint, et que les pays les plus émetteurs rehaussent leurs contributions nationales à la réduction des émissions sur une base annuelle au lieu de tous les cinq ans, sous la surveillance du FMI et non de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

## **COP26 : Climate Finance Delivery Plan**

La présidence anglaise de la COP26 a publié un document "Climate Finance Delivery Plan : Meeting the US\$100 billions" au sujet de l'engagement, non tenu à ce jour, que les pays riches, responsables des émissions de GES, financent 100 milliards d'aide en faveur des pays pauvres, victimes du changement climatique.

- [Télécharger \(en anglais\)](#)

## **COP26 : Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ)**

Plus de 450 établissements financiers et investisseurs de 45 pays représentant 40 % des actifs financiers de la planète et 130 000 milliards de dollars d'actifs s'engagent à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Les modalités concrètes restent à préciser.

- <https://www.gfanzero.com/>

## **Neutralité climatique du tourisme ?**

Des accords ont été conclus entre l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le Panama et le groupe Network of Ocean Ambassadors Headquarters (NOAH) en vue de la constitution d'un fonds des Nations unies pour la neutralité climatique du tourisme et la création d'un marché d'échanges de droits d'émission de carbone. Le Panama indique être un pays au bilan carbone négatif (absorbant plus de gaz à effet de serre qu'il n'en émet). La Déclaration de Glasgow, lancée par l'OMT affirme l'objectif de réduire de moitié d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre et atteindre l'objectif zéro émission avant 2050.

- [Organisation mondiale du tourisme](#)

Actuellement le tourisme représenterait 8 % des émissions carbone au niveau mondial, dues majoritairement aux transports, hébergements, services (étude 2018 de Nature Climate Change) et elles sont en augmentation constante (à part une chute en 2020 en raison de la crise sanitaire).

## **COP26 : Initiative Green Grids**

Une "coalition de haut niveau" pour l'énergie solaire a été annoncée le 2 novembre à la COP26, à l'initiative du Royaume-Uni et de l'Inde, réunissant des Etats, des organisations internationales, des entreprises, chercheurs et organisations de la société civile, autour l'initiative Green Grids - One Sun One World One Grid. Cette initiative est liée à celle prise par la France à la COP21 d'une Alliance Solaire Internationale.

- [Green Grids Initiative](#)

Par ailleurs, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Union européenne ont signé avec l'Afrique du Sud un Partenariat pour une transition énergétique juste d'un montant de 8,5 milliards de dollars dans les trois à cinq ans, pour la transition vers les énergies renouvelables.

## **Changement climatique et programmes scolaires**

A l'occasion de la COP26, l'Unesco informe que seule la moitié des programmes scolaires dans le monde fait référence au changement climatique. "Les dernières statistiques, issues de 100 pays, montrent que seuls 53 % des programmes d'enseignement nationaux dans le monde font référence au changement climatique et que, lorsque le sujet est mentionné, il se voit presque toujours relégué au second plan". "Moins de 40 % des enseignants interrogés par l'Unesco et l'Internationale de l'Éducation se sentent capables de transmettre des connaissances sur l'urgence climatique. Seul un tiers d'entre eux estime pouvoir expliquer les effets du changement climatique sur sa région ou sa ville".

- [Télécharger le rapport \(en anglais\)](#)

## **Initiative du PNUD Global Mindpool**

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) lance 'Global Mindpool', une plateforme d'intelligence collective pour agir contre le changement climatique. Vous pouvez donner votre avis dans une série de sondages en ligne.

- [Global Mindpool](#)

## **Rapport actualisé de l'Agence internationale de l'Energie**

L'Agence internationale de l'énergie publie le World Energy Outlook 2021. Le rapport constate que "la reprise économique rapide mais inégale après la récession induite par le covid (...) provoque une forte hausse des prix sur les marchés du gaz naturel, du charbon et de l'électricité. Malgré toutes les avancées réalisées par les énergies renouvelables et la mobilité électrique, 2021 connaît un rebond important de l'utilisation du charbon et du pétrole. En grande partie pour cette raison, il connaît la deuxième plus importante hausse annuelle d'émissions de CO2 dans l'histoire. Les dépenses publiques consacrées à l'énergie durable dans les plans de relance économique n'ont mobilisé qu'environ un tiers des investissements nécessaires. Les progrès vers l'accès universel à l'énergie sont au point mort, en particulier en Afrique subsaharienne".

- [Télécharger \(400 p., en anglais\)](#)

## **Déclaration de Glasgow sur le leadership des femmes**

Une Déclaration conjointe a été adoptée le 2 novembre par ONU Femmes et le gouvernement écossais "[Egalité de genre et changement climatique, Déclaration de Glasgow sur le leadership des femmes](#)"

## COP26 Initiatives et publications société civile

### Global Witness compte 503 lobbyistes des énergies fossiles à la COP26

Selon l'ONG Global Witness, et des données recueillies notamment par Corporate Observatory, au moins 503 lobbyistes des combustibles fossiles, affiliés aux principaux géants du pétrole et du gaz polluants au monde, ont été accrédités à la COP26. C'est la plus grosse "délégation" à la COP, plus importante que n'importe quelle délégation officielle d'Etat, plus importante par exemple que l'ensemble des délégations des 8 pays les plus affectés par le changement climatique dans les dernières années (Puerto Rico, Myanmar, Haiti, Philippines, Mozambique, Bahamas, Bangladesh, Pakistan).

- [Information GW, 8 novembre](#)

### France : nommée au "fossile du jour" pour son action en faveur du gaz fossile en Europe

Le 2 novembre, les ONG du Climate Action Network International ont décerné à la France un Fossile du jour pour son double discours sur le climat. En pleine COP26, la France fait pression à Bruxelles pour que le gaz fossile et le nucléaire soient considérés comme des "énergies vertes" dans la taxonomie européenne. "Cette proposition de la France pourrait orienter des milliards d'euros vers des projets gaziers et classer "vertes" plus de la moitié des centrales à gaz fossile du continent européen. Faire du gaz fossile et du nucléaire des "énergies vertes" est contraire aux principes scientifiques qui encadrent la taxonomie européenne et cela détruirait la crédibilité de cet outil essentiel pour réorienter les flux financiers vers la transition".

- [Information](#)

Signe de divergences européennes, tandis qu'en pleine COP26, la France annonçait la relance de son programme nucléaire, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, le Luxembourg et le Portugal publiaient une déclaration commune pour une taxonomie européenne sans nucléaire.

### Mobilisation société civile : la Coalition COP26 en Grande-Bretagne

"Où que vous soyez dans le monde, c'est le moment de rejoindre le combat pour la justice climatique. Nous avons besoin de tout le monde sur le pont : dans nos lieux de travail, nos communautés, dans les écoles, les hôpitaux, et à travers les frontières.

A Glasgow, la Marche du 6 novembre a rassemblé plus de 100 000 personnes, selon les organisateurs et malgré la pluie et le vent. En Grande-Bretagne, 100 événements ont eu lieu et 300 autres dans le reste du monde.

[Communiqué du bloc féministe \(en anglais\)](#)

**Du 7 au 10 novembre** : Les groupes militant pour la justice climatique se réuniront pour débattre, apprendre des uns des autres, et préparer le changement. 200 ateliers se déroulent sur place à Glasgow et en format numérique online. 12 000 personnes se sont inscrites.

- [Membres de la Coalition COP26](#)

- [Appel à l'action](#)

- [Programme des événements sur place ou numériques\)](#)

- [Journée de mobilisation mondiale : 6 novembre](#)

### Mobilisation société civile France 6 novembre

"Aujourd'hui, en soutien aux 100 000 manifestant-es présent.e.s à la #COP26 de Glasgow, plus de 50 villes françaises se sont mobilisées pour dénoncer l'inaction climatique des gouvernements, exiger la justice climatique et mettre en lumière les solutions portées par les organisations et collectifs.

Sur la place de l'Hôtel de Ville à Paris, des centaines de manifestant·es ont déroulé une banderole : "inaction climatique = crimes contre le vivant" ainsi que les portraits géants de 10 dirigeant·es pour dénoncer leur bilan désastreux (Joe Biden, Emmanuel Macron, Xi Jinping, Jair Bolsonaro, Angela Merkel, Yoshihide Suga, Boris Johnson, Justin Trudeau, Narendra Modi, Vladimir Poutine). plus de 180 organisations et mouvements rappellent que les solutions existent : mobilisations citoyennes, défense des terres et des droits, blocage de projets polluants, actions dans les tribunaux, grèves pour le climat, etc."

- [Appel collectif pour le climat](#)

- [Carte des mobilisations en France](#)

## **Positions des syndicats pour la COP26**

La Confédération syndicale internationale (CSI), représentant les syndicats à la COP26, ont affirmé que l'absence de mesures de transition juste pour réduire les émissions mondiales menacerait la stabilité économique et politique. Or selon la CSI "Moins d'un quart des gouvernements s'engagent en faveur de la transition juste dans leurs documents de Contributions déterminées au niveau national".

Les syndicats sont admis en tant qu'observateurs depuis la COP14, en 2008. Ils ont fait campagne pour que la transition juste figure dans l'Accord de Paris sur le climat et, en 2018, à la COP24 de Katowice, en Pologne, a été adoptée la [Déclaration de Silésie sur la transition juste](#). Les syndicats se réfèrent également aux "Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous" de l'Organisation internationale du travail

- [Informations sur le site de la CSI](#)

- [Principes directeurs OIT transition juste](#)

## **Observatoire des multinationales : le toxic tour de la COP26**

Corporate Europe Observatory (CEO) est un groupe de recherche et de campagnes qui dévoile et combat l'accès privilégié et l'influence des industries et de leurs groupes de lobbying dans les politiques publiques de l'Union Européenne. A la COP26, Corporate Europe Observatory suit et commente les activités de lobbying et le green washing climatique.

- [Les vidéos de CEO à la COP26](#)

## **Christian Aid : étude sur l'impact sur les pays les plus pauvres**

L'ONG Christian Aid publie une étude le 8 novembre (jour de la COP26 consacré à l'adaptation et pertes et dommages), qui alerte sur l'effondrement possible du PIB des pays les plus touchés par le réchauffement climatique dans les prochaines années. Si la trajectoire actuelle du réchauffement climatique se poursuit, sur les 65 pays étudiés, la baisse moyenne du PIB serait de 19,6 % en 2050 et de 63,9 % fin 2100. Pour six des dix pays les plus affectés, qui sont en Afrique, cette chute du PIB serait supérieure à 80 % à la fin du siècle. Si l'objectif de maintenir le réchauffement à + 1,5 °C était atteint, la baisse serait respectivement limitée à 13,1 % et 33,1 %.

- [Communiqué et téléchargement du rapport](#)

## **NON aux Solutions Fondées sur la Nature !**

Dans une déclaration publiée le 2 novembre, 257 organisations, réseaux et mouvements de 59 pays disent non aux « Solutions Fondées sur la Nature ». La déclaration appelle les mouvements pour le climat, l'environnement et la justice sociale à rejeter catégoriquement les « Solutions Fondées sur la Nature » et tous les programmes de compensation car ils ne sont pas conçus pour résoudre la crise climatique. Selon ces organisations, "Des sociétés comme Shell, Eni et Total affirment qu'avec des « Solutions Fondées sur

la Nature », elles peuvent réduire à zéro leurs émissions de gaz à effet de serre et continuer à tirer des profits de l'extraction des combustibles fossiles. Des entreprises comme Microsoft, Unilever ou Delta Airlines ont lié leurs promesses de zéro émission nette et de neutralité carbone à la compensation de leurs émissions à travers des projets de « Solutions Fondées sur la Nature ». La demande des entreprises pour des « Solutions Fondées sur la Nature » conduira à la mise en clôture à très grande échelle des espaces de vie des peuples autochtones, des paysans et des communautés forestières. Le plan « zéro émission nette » de la plus grande entreprise alimentaire du monde, Nestlé, pourrait à elle seule avoir besoin de 4,4 millions d'hectares de terres par an pour ses compensations. Ce n'est qu'un parmi/qu'un exemple parmi des centaines d'engagements d'entreprises en faveur du « net zéro » qui risquent de conduire à la mise en clôture des territoires des populations des pays du Sud".

- [Texte de la déclaration](#)

## **Appel de Greta Thunberg aux dirigeants du monde entier**

Greta de Suède, Vanessa d'Ouganda, Dominika de Pologne, et Mitzi des Philippines

"En tant que citoyens venus de toute la planète, nous vous demandons de faire face à l'urgence climatique. Pas l'année prochaine. Pas le mois prochain. Aujourd'hui.

- Mettez fin aux bilans carbone trompeurs en publiant le total des émissions de tous les indices de consommation, des chaînes d'approvisionnement, du transport aérien et maritime international et de l'enfouissement de la biomasse.

- Tenez la promesse des 100 milliards de dollars pour les pays les plus vulnérables avec des fonds additionnels pour les catastrophes climatiques.

- Assurez-vous que vos politiques climatiques protègent les travailleurs et les personnes les plus vulnérables et réduisent toutes les formes d'inégalité".

- [Pétition à signer](#)

## **CCFD : Compensation carbone : tout sauf neutre !**

Le CCFD Terre Solidaire mène une campagne sur les méfaits de la compensation carbone, documentés par les témoignages de ses partenaires aux Suds. Elle publie un rapport sur "la neutralité carbone de trois multinationales au service de l'inaction climatique", dans les secteurs du transport, de l'énergie et de l'agriculture (qui représentent deux tiers des émissions de gaz à effet de serre au point de vue mondial).

- [Télécharger le rapport](#)

## **Baromètre des engagements climatiques et solidaires de la France**

Publié par Coordination Sud, ce baromètre analyse l'action climatique de la France en termes de solidarité internationale au regard d'autres thématiques et notamment au travers de l'ODD 5 « Parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et autonomiser toutes les femmes et les filles » ; l'énergie, en lien avec l'ODD 7 « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable ».

- [Télécharger l'étude](#)

- [Consulter en ligne par thèmes](#)

## **Justice de genre et action climatique**

La Coalition mondiale des forêts (Global Forest Coalition) fait paraître une étude avec des cas pratiques : "Justice de genre et action climatique. Une analyse féministe de l'élaboration des politiques climatiques et forestières".

- [Télécharger \(version française\)](#)

## **Women on the Front Line : Healing the Earth, seeking justice**

le nouveau rapport de l'ONG Christian Aid's new report, "Women on the Front Line : Healing the Earth, seeking justice" appelle à "une approche féministe et décoloniale de l'urgence climatique, une approche qui donne du pouvoir et des ressources aux femmes et au Sud global, et qui produise des co-bénéfices pour la justice de genre, climatique et environnementale".

- [Télécharger \(en anglais\)](#)

## **Rapport de WEDO : Le rôle des points focaux Genre et climat**

Le rapport de Women's Environment and Development Organization (WEDO) "The Role of National Gender and Climate Change Focal Points (NGCCFPs)" témoigne du rôle des points focaux genre et climat instaurés par la Convention Climat, illustré par cinq pays (RDC, Libéria, Sénégal, Haïti)

- [Informations et téléchargement \(en anglais\)](#)

## **Guide to strengthening gender integration in climate finance projects**

WEDO et Climate Development Knowledge Network publient à l'occasion de la COP26 un nouveau Guide pour l'intégration du genre dans les projets de finances climat. Le guide apporte des recommandations et des exemples pratiques.

- [Télécharger \(en anglais, 68 p.\)](#)

## **Call to Action for Gender-Just Climate Finance**

La Global Alliance for Green and Gender Action (GAGGA) mobilise le pouvoir collectif des mouvements de défense des droits des femmes et de justice environnementale à travers le monde. Elle publie une note de recommandations pour la justice de genre dans la finance climat.

- [Télécharger \(en anglais 4 p.\)](#)

## **Recommandations de la Coalition climat (Belgique)**

La Coalition Climat, qui réunit plus de 90 organisations de la société civile belge (nature et environnement, coopération au développement, syndicats, mutualités, jeunesse, mouvements citoyens, droits humains), adresse ses recommandations aux responsables politiques belges et européens dans le cadre spécifique de la COP26.

- [Télécharger les recommandations](#)

## **Quittez le Traité sur la charte de l'énergie d'ici à la COP26 !**

Du Collectif national stop CETA Mercosur : en juillet 2021, plus de 400 organisations de la société civile du monde entier, dont une trentaine françaises, ont lancé un ultimatum à l'Union européenne et aux États-membres de l'UE : « Quittez le Traité sur la charte de l'énergie d'ici à la COP26 ». Depuis, silence radio, y compris de la part du gouvernement français. Ce traité, qui protège les pollueurs, ralentit, renchérit et/ou bloque la transition énergétique. Il n'est pas concevable que l'UE, qui souhaite se présenter lors de la COP26 comme à la pointe du combat contre le réchauffement climatique, reste membre du TCE.

- [Pétition et vidéo](#)
  - [Le collectif Stop CETA-Mercosur appelle à se mobiliser le 6 novembre pour la justice climatique](#)
- 

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.aequations.org/spip.php?article2589>